NOUVELLE REVUE THÉOLOGIQUE

71 Nº 9 1949

Un « communisme chrétien » aux XVIIe et XVIIIe siècle. À propos d'un livre récent

René CARPENTIER (s.j.)

p. 967 - 971

https://www.nrt.be/en/articles/un-communisme-chretien-aux-xviie-et-xviiie-siecle-a-propos-d-un-livre-recent-2766

Tous droits réservés. © Nouvelle revue théologique 2026

UN « COMMUNISME CHRETIEN » AUX XVII^e ET XVIII^e SIECLES

Les Editions Economie et Humanisme nous donnent, dans leur collection « Documents », un volume qui s'intitule assez audacieusement « La République communiste-chrétienne des Guaranis, 1610-1768 » (1).

C'est montrer dès le titre que l'on prétend renouveler, en les confrontant avec des expériences récentes, les reportages les plus anciens que nous possédions, en français, en allemand, en latin et surtout en espagnol, sur une entreprise passionnément discutée, surprenante à la vérité, mais qui s'avéra viable au cours d'un siècle et demi d'existence, et à qui cependant il ne fut pas permis de subsister : les « réductions » du Paraguay.

L'historien ne peut se croire indépendant du temps où il écrit, surtout quand il raconte la mise en œuvre d'une idée, d'un système social controversés. La république guaranie se donna, en effet, comme programme librement choisi par les Jésuites fondateurs, la réalisation non seulement de la communauté chrétienne, mais encore d'un véritable régime organisé de propriété en commun, tenu pour la meilleure condition de la communauté. C'était contredire, semble-t-il (mais ce n'est peut-être qu'une apparence?) la propriété individuelle, celle-ci ayant pris, dans les derniers siècles de notre civilisation, une valeur de plus en plus individualiste, qui nous rend spécialement farouches à son endroit.

Bien plus, l'extraordinaire réussite d'une telle entreprise, en pleine exploitation coloniale du XVII^e siècle, fermait d'immenses territoires et une population croissante aux razzias des esclavagistes et semblait mettre aux mains des missionnaires une puissance politique et une richesse âprement jalousées par d'autres.

Il était donc fatal qu'autour de la thèse qui vivait et prospérait au centre de l'Amérique méridionale, la bataille s'engageât, poussée d'un côté à tous les mensonges par des intérêts sauvages, de l'autre entraînée par les besoins de la légitime défense à des atténuations, à de prudentes réserves, qui rendent difficile la tâche de l'historien.

Pour toutes ces raisons, on conçoit qu'un chercheur d'aujourd'hui, profitant du recul et utilisant des documents récemment publiés, ait voulu vérifier les descriptions et surtout les interprétations de ses devanciers.

Monsieur l'Abbé Lugon a tracé dans son œuvre, tout lecteur s'en convaincra, un tableau plus objectif, plus réfléchi et, à certains égards définitif de cette expérience de vie sociale unique dans l'histoire.

Nous donnerons ici un bref résumé du volume. Après une préface qui rappelle les divers essais historiques du régime de la propriété en commun, l'auteur raconte d'abord la naissance et la formation des réductions. Il décrit les peuplades primitives auxquelles les fondateurs ont eu affaire au centre de l'Amérique du Sud, leurs caractères originels, puis les circonstances favorables qui permirent les premières fondations sous la protection de la Couronne d'Espagne, les épreuves qui bientôt les assaillirent et qui auraient dû les ané-

(1) C. Lugon, *La république communiste-chrétienne des Guaranis 1610-1768*. Coll. Documents. Paris, Les Editions ouvrières, Economie et Humanisme, 1949, 14 × 23 cm., 296 p. Prix : 550 frs franç.

antir, les luttes invraisemblables que ces convertis eurent à soutenir contre des colons « chrétiens », les grandes migrations qu'ils durent entreprendre et enfin leurs victoires décisives contre les ennemis de leur pacifique liberté.

La seconde partie trace le tableau détaillé des communautés guaranies, leur situation, leur nombre, l'aspect de leurs constructions, de leurs rues, de leurs campagnes, leur population, leur organisation politique, celle de leurs armées, puisqu'elles devaient se défendre, leur dépendance vis-à-vis de l'autorité du temps, la Couronne d'Espagne. Ces chapitres montrent l'auteur à l'œuvre dans la discussion de ses documents, souvent influencés, nous l'avons dit, par les besoins de la cause. La République guaranie devait se faire toute petite pour ne pas « provoquer le monde colonial » et cette attitude était adoptée en tous les domaines « comme moyen de défense » contre des attaques continuelles, qui ne reculaient devant aucun argument. On est en tout cas surpris de découvrir, chez ces peuples récemment civilisés, conduits par des Européens du XVII[e] siècle, un régime démocratique, qu'il est intéressant de suivre dans ses détails.

La partie capitale de l'ouvrage, la plus fouillée, la plus neuve sans doute en sa présentation et la plus attachante en tout cas, est la troisième, qui décrit la vie individuelle et sociale des Guaranis, leur travail, agricole surtout mais aussi artisanal, industriel, artistique, ce qu'ils pratiquaient en fait de commerce, le fonctionnement du régime de la propriété, le système de répartition du revenu, les relations sociales, la vie religieuse. Impossible de résumer : il faut lire cela par le menu. Tout se tient. Comment saisir par exemple le régime de la monnaie, sans l'envisager dans l'ensemble concret des us et coutumes de cette heureuse république ? On faisait un certain commerce extérieur, parce qu'on avait facilement beaucoup de surplus en vivres et en objets fabriqués, et surtout parce qu'on avait besoin d'argent espagnol pour payer l'impôt annuel, dû à la Couronne. Mais à l'intérieur, la monnaie, le « peso », était purement fictive et l'on n'avait que faire de pièces et de billets. C'est qu'on ne travaillait pas pour s'enrichir plus que les autres, mais pour vivre heureux et prospères tous ensemble. Or les « biens » abondaient. Pourtant, tout le monde y allant avec entrain, on ne travaillait que 6 heures par jour, moyennant encore un jour complet de repos hebdomadaire, outre le dimanche. Aussi les délassements, la musique, les spectacles, la vie en famille, la vie religieuse, la lecture étaient-ils très développés et à la disposition de tous. Et chose étrange, ces délassements, contrairement à ce qui se passe généralement dans le monde, réjouissaient la population sans la démoraliser. Pendant 150 ans, les juges appliquèrent un code pénal d'une douceur extrême et toujours « médicinal »... Tous ces faits sont intimement mêlés à l'absence de monnaie.

Il reste que la thèse de l'auteur apparaît démontrée historiquement : Les Guaranis pratiquèrent pendant 150 ans la véritable communauté des biens. Ils le firent en excellents chrétiens. Ils estimèrent toujours leur régime très supérieur, à tous les points de vue, à celui qu'ils observaient chez les Espagnols, « où chacun vit pour soi ». Ils résistèrent aux ordres qu'on intima du dehors de faire d'eux des propriétaires individuels. Ils semblaient n'avoir que dégoût pour le souci individualiste de la propriété. Avec cela, ils atteignirent non seulement un degré appréciable de civilisation où les arts, surtout la musique et l'architecture, fleurissaient, mais encore une fierté, un sens de l'indépendance et un courage au combat qui ne le cèdent en rien à ceux de nos chevaliers du moyen âge, malgré une certaine douceur naturelle de leur caractère.

Hélas une quatrième partie décrit « les assauts du monde colonial » d'alors contre la République guaranie. Spectacle navrant et vraiment peu honorable pour les chrétiens que nous sommes. C'est ici surtout que l'auteur discute les **attaques furieuses dont les Jésuites furent l'objet. Tout en leur faisant cer-**

tains reproches, et spécialement celui de n'avoir pas su se dégager suffisamment des préjugés de l'époque pour conduire les Indiens guaranis jusqu'aux études supérieures et à la prêtrise, il démontre leurs mérites éminents, qui leur valurent un succès de civilisation sans égal dans l'histoire et l'amour le plus ardent de la part de leurs Indiens. En somme les Pères auraient dû vouloir en effet ce qu'on leur reprochera à tort d'avoir voulu : mener les Indiens jusqu'à la pleine indépendance politique et pour cela leur donner les armes de la complète maturité civique et culturelle. Mais pour devancer ainsi leur temps, les Jésuites auraient dû — ils n'y songeaient même pas — manquer à leurs engagements de fidèles sujets de l'autorité légitime... cette autorité, qui allait enfin les emprisonner cruellement et détruire leur œuvre, en arrachant même au Saint-Siège le décret de suppression de leur Compagnie. Ce tragique épilogue achève douloureusement l'histoire de la République guaranie, « trop tôt venue au monde » !

Quelle est la moralité d'une telle histoire, nous demandons-nous avec l'auteur dans sa conclusion ? L'expérience guaranie était-elle destinée d'avance à l'échec et ne doit-elle représenter à nos yeux « qu'une étape vers le système de propriété individualiste, conçu comme le régime idéal et définitif ? »

Aujourd'hui que le règne de l'individualisme a montré aux plus aveugles, ses déformations grosses de conséquences, on peut croire avec l'auteur que le principe de communauté fraternelle apparaît comme la base, la plus stable, la plus saine, la plus féconde, la base naturelle de toute société qui se veut vraiment et pleinement humaine ». On peut même ajouter avec lui que le communisme, tel qu'il apparaît en ses lignes essentielles dans l'expérience guaranie se présente comme un système technique appliquant l'idée communautaire de façon cohérente.

Resterait à discuter la question, que, dans ce volume du moins, Monsieur l'Abbé Lugon n'a pas cru devoir poser explicitement. Quelles furent concrètement les conditions décisives qui permirent le succès de la République guaranie et qui, dès lors, sembleraient peut-être absolument requises pour assurer ailleurs encore la réussite d'un régime de propriété commune ?

L'on voit le sens que nous donnons à ce problème : nous sortons du domaine de l'histoire pure et nous nous risquons dans la philosophie des faits. Si Thomas More a pu écrire à la fin de son Utopie : « Il y a chez les Utopiens une foule de choses que je souhaite voir établies dans nos cités, je le souhaite plus que je ne l'espère », en répondant à la question que nous venons de poser, nous arriverions peut-être à distinguer ce qu'à la suite de l'expérience guaranie nous pourrions souhaiter, non espérer, dans l'organisation de notre planète.

D'abord la matière humaine que les missionnaires trouvèrent et rassemblèrent au centre du continent américain. On se tromperait évidemment en croyant qu'ils ont appliqué là une théorie forgée d'avance. Cette population relativement homogène, comme nous le dit l'auteur, et, en tout cas, organisée déjà en communautés rudimentaires à la façon des tribus primitives, n'a-t-elle pas apporté l'appoint exceptionnel d'un naturel assez doux et sociable, docile et profondément religieux, peu porté sans doute aux ambitions diverses que nourrit de mille manières notre civilisation complexe : richesses sans cesse accrues, gloire et domination même violente, découvertes aussi et science insatiable... ? En tout cas, il fut conquis à l'idéal de la communauté charitable avant d'avoir goûté l'appât excessif des intérêts matériels. Au début même ils étaient très paresseux. Ils durent apprendre le travail, mais ils l'apprirent autrement que poussés par la soif de l'or... Serait-il possible aujourd'hui de recréer cette sorte de « justice originelle » dans une population qui a pris l'habitude de l'âpre revendication des « droits » ? L'homme peut-il revenir en masse à un degré d'« innocence » qu'il a perdu ?

Il y a plus. La situation politique du XVII[e] siècle, source pour les organisateurs de difficultés toujours renaissantes, créa cependant un ensemble de circonstances favorables, que l'on ne pourrait sans doute plus retrouver. La Couronne d'Espagne, propriétaire, selon les idées du temps, des territoires du Nouveau Monde, put, dans ses moments d'heureuse inspiration — qui ne durèrent pas toujours — proclamer l'inviolabilité des « réductions » à établir et accorder souverainement à tous les Indiens qui s'y réfugieraient la garantie de la liberté. Ceux-ci, les premières défiances vaincues au spectacle de l'évidente bonne- foi des missionnaires, trouvaient dans leurs éclatants privilèges une raison permanente de bonne humeur et de bonne volonté, alors qu'ils savaient leurs frères de race à la chaîne dans les cités des Européens. La comparaison avec le sort des autres, qui finit toujours par éveiller chez les plus paisibles la revendication, ici jouait heureusement en sens contraire.

L'abondance des terres, leur exceptionnelle fertilité et l'heureux climat où elles fructifiaient n'aidèrent-ils pas aussi puissamment à la réussite de l'entreprise ? Il est vrai que ces avantages furent contrebalancés dans la même ligne matérielle par les guerres qu'on fit aux réductions, les razzias d'esclaves, les graves épidémies qui plusieurs fois ravagèrent les territoires.

La principale condition du succès de cette société « communiste » ne fut-elle pas l'unité et la ferveur de la vie religieuse chrétienne ? Nous nous trouvons devant des populations neuves sur lesquelles l'irréligion n'a guère de prise. L'existence légale de ces oasis de liberté, au centre du domaine colonial espagnol, était liée en fait à la présence, à la direction exclusive des missionnaires et donc au règne de cette religion chrétienne, qui apparaissait ainsi comme la pourvoyeuse obligatoire de la liberté — encore que des païens pouvaient vivre en paix dans les réductions. Qui ne voit qu'il y a là des circonstances exceptionnellement favorables ?

Chaque cité avait son administration civile, ses dirigeants élus par les habitants; les missionnaires n'étaient que les chefs spirituels. Mais le gouvernement de l'ensemble, ce que nous appellerions l'Etat, était régi par un supérieur religieux, ayant fait vœu de pauvreté, nommé lui-même et surveillé, selon les Constitutions de son Ordre, par le Supérieur général. A vrai dire il n'y avait donc pas d'Etat, et c'est en un sens large que l'on peut parler d'une « République » au singulier. Il y avait un règlement que les diverses communautés appliquaient, des lois établies à longueur d'expérience par des supérieurs nullement intéressés, mais imbus de sagesse évangélique et pédagogues pleins de bon sens. Ces lois assuraient toujours l'influence prépondérante à la vie et à la morale chrétiennes et à la haute direction du prêtre, en mettant cependant tout le monde à l'œuvre en pleine confiance, sans contrainte inutile, dans une atmosphère d'initiative et de joie.

On avait abouti ainsi à un gouvernement appuyé avant tout sur la bonne volonté de tous, sur la collaboration générale. Cet esprit, une fois établi, se maintenait par la vie religieuse très fervente et prenait une telle importance qu'on peut se demander s'il aurait pu manquer sans condamner l'œuvre à la ruine.

On a reproché aux Jésuites du Paraguay de s'être ainsi réservé le rôle de l'Etat et, par le fait même, les « relations extérieures ». Celles-ci comportaient principalement, sinon exclusivement, outre la lutte toujours renaissante pour obtenir du Roi d'Espagne la liberté de vivre, le commerce des réductions avec le dehors et donc l'administration des revenus de ce commerce, lesquels passaient surtout, nous l'avons dit, dans le paiement de l'impôt. En réalité, les missionnaires évitaient de cette façon l'écueil le plus grave des Etats : la gestion trop souvent intéressée et partiale du bien commun général.

Quant au peuple, préservé de toute cause publique de démoralisation, disposant largement du nécessaire et de l'agréable, vivant une existence à la

fois réglée et libre, il fut toujours le partisan déclaré du régime où il vivait et rien ne peut peindre sa désolation, ses protestations et ses résistances désespérées au moment où on lui enleva ses missionnaires et ses usages.

Le régime, vécu dans cette atmosphère chrétienne intégrale, était-il un « communisme » ? Le mot s'est tellement chargé au cours du dernier siècle qu'il faut se garder soigneusement des confusions. Comment osez-vous, objectait-on aux missionnaires, priver vos Indiens d'un droit aussi essentiel à l'homme que celui de léguer sa maison et ses biens à ses enfants ? A quoi l'auteur répond très justement que l'on doit tenir compte de l'impression très forte, que chacun éprouvait, de léguer à ses enfants toute la propriété de la réduction. En effet on ne pourrait comparer un communisme de bonne volonté, d'ailleurs sagement réglé, avec un communisme imposé, issu de revendications. Il se pourrait que le premier donne précisément au maximum la sensation de propriété, d'assurance, de tranquillité, d'initiative désirée par la nature humaine. Dans la République guaranie, chacun recevait, par exemple, sa maison le jour de son mariage et y installait à sa guise sa vie familiale. Il ne léguerait pas cette maison à ses enfants, mais ceux-ci avaient mieux, puisqu'ils étaient équivalemment les héritiers de leur grande famille et recevaient d'elle à leur tour leur maison pour y fonder leur foyer. Mais ce communisme de bonne volonté exige évidemment la loi morale de l'Evangile universellement observée, le respect d'autrui, la confiance mutuelle méritée, un ordre social basé sur la charité et non sur l'intérêt, des chefs eux-mêmes désintéressés, qu'attire le seul bien commun et nullement l'appât d'un traitement privilégié, tout à fait inexistant chez les Guaranis... Au contraire le communisme issu de la revendication semble bien porter en lui-même l'irrémédiable tare de la violence, l'irréductible opposition à l'Evangile d'amour.

Fatalité inexorable peut-être, qui ne serait que la conséquence de la déchéance de l'homme. L'homme laissé à lui-même — et les Guaranis n'en étaient pas là ! — n'échappera pas à l'égoïsme. Le « communisme » qu'il créera dans ces conditions, mû peut-être, reconnaissons-le, par un obscur appel de l'amour, ce sera, hélas, dès qu'il aura la puissance, la farouche revendication de l'égoïsme aux abois — et bientôt de l'instinct de domination de quelques-uns — contre l'égoïsme toujours supposé chez les autres. Fatalement ce sera la haine croissante contre l'amour et contre la personne spirituelle, laquelle nourrit sans cesse en ce monde le grand attrait de l'amour. L'amour ne serait-il pas finalement la condition essentielle de tout système communiste, et peut-il exister en dehors de la Rédemption évangélique ?

Et c'est pourquoi la merveilleuse expérience guaranie nous paraît démontrer à la fois qu'un communisme chrétien eût été en soi viable... mais que, dans l'hypothèse actuelle de la nature humaine, si l'on doit toujours le souhaiter, on ne peut plus l'espérer. Le système « idéal » devra toujours compter avec la misère de l'homme et viser le moindre mal. Il résultera d'un compromis entre la défense individuelle et la mutuelle confiance. On peut et l'on doit se dire cela, en refusant vigoureusement, avec l'auteur, de « rester paralysé dans les données actuelles ».

L'entreprise guaranie n'en fut que plus admirable au temps et au lieu où elle réussit et ce volume lui a rendu toute son actualité pour aider et encourager nos efforts vers un ordre social meilleur.

René CARPENTIER, S. I.